

Le tournant des langues régionales, entre patrimonialisation et renaissance.

Appel à communication de colloque

En 2021, la loi Molac du 23 mai 2021 propose un nouveau cadre juridique avec pour objectif d'assurer l'enseignement des langues régionales et de favoriser l'usage du bilinguisme dans les services publics. Cette loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion semble ouvrir une nouvelle ère pour les langues régionales que nous pouvons brièvement définir comme suit : caractérisées par une extension spatiale réduite avec un usage minoritaire dans le cadre national, ces dernières disposent d'un ancrage historique et d'une réelle implantation territoriale (Viaut, 2020). Le rapport du pouvoir central à ces langues a longtemps été ambigu et s'inscrit dans une histoire longue qui depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, s'apparente, étape par étape, à une lente acceptation (Martin, 1996). En 1951, la loi Deixonne accorde une reconnaissance à 4 langues ayant une assise territoriale, le basque, le breton, le catalan et l'occitan, mais en omettant d'autres langues comme l'alsacien, le corse ou le flamand occidental. Il faut attendre la circulaire Savary de 1982 pour obtenir une reconnaissance des langues et cultures régionales par le Ministère de l'Éducation Nationale, puis la circulaire Darcos en 1995 pour assurer le développement de sections bilingues. Après la loi de décentralisation de 1982, les collectivités territoriales, Régions et Départements, n'ont pas hésité à promouvoir les langues régionales en soutenant l'organisation de manifestations, la recherche académique, la publication d'ouvrages ou la création d'offices publics. En 1999, le rapport Cerquiglini, demandé par le gouvernement français en vue de l'éclairer sur la Charte européenne des Langues régionales et minoritaires, préconise de protéger les langues historiques parlées sur le territoire français tout en soulignant le risque « d'accorder des droits aux langues et non aux locuteurs ». Parallèlement, de nombreuses études soulignent qu'en dépit d'actions en faveur de l'apprentissage des langues régionales à l'école, le nombre de locuteurs ne cesse de diminuer au point que l'on craint une disparition de certaines d'entre elles. Parallèlement, l'UNESCO cherche à sensibiliser les pouvoirs politiques sur la réduction de la diversité linguistique du monde du fait de l'absence d'intérêt pour les langues minoritaires dans les territoires nationaux.

Notre hypothèse est que la loi Molac crée les conditions d'un tournant culturel dans les espaces régionaux : un processus de renforcement de la visibilité des langues régionales est à l'œuvre après plusieurs décennies de déclin et d'invisibilisation. En France, la loi relative à la délimitation des régions du 16 janvier 2015 et la loi NOTRe du 7 août 2015 a réduit le nombre de régions en élargissant certaines compétences. Les régions fusionnées cherchent dès lors à combler leur absence de lisibilité en s'appuyant sur un soutien accru aux langues régionales. L'objectif de ce colloque qui s'inscrit dans le cadre du programme de recherche FLOVIRE « Le Flamand occidental : vers une visibilité renouvelée ? » qui est financé par le programme Anamorphose dans le cadre du Contrat de Plan État-Région (CPER) est d'interroger l'existence d'un tournant culturel dans les langues régionales en France, les principales caractéristiques de ce mouvement, les acteurs qui y participent, les formes qui en découlent en termes de production visuelle à la fois spatiale et linguistique. Nous souhaitons comprendre la démarche des pouvoirs publics tant au niveau régional qu'au niveau local, mais aussi et surtout la manière dont les citoyens militent pour renforcer la lisibilité et la pratique de ces langues.

L'hypothèse que nous formulerons est que plusieurs tendances sont à l'œuvre et qu'il existe une palette de tendances qui va de la patrimonialisation au renouveau et que ces orientations

dépendent largement du jeu des acteurs, de l'histoire spécifique de chaque langue régionale et de la pérennité des politiques publiques.

Dans ce cadre, nous souhaitons explorer plusieurs pistes.

Une première question porte sur la signification de ce qu'est une langue régionale. Quelle est la définition d'une langue régionale et que recouvre-t-elle ? En quoi une langue peut-elle être qualifiée de langue régionale ? Cette expression a-t-elle une valeur dans le monde académique ? Comment ces langues sont-elles qualifiées dans d'autres États européens ?

Dans un deuxième temps, il convient de s'interroger sur le processus de visibilité et notamment dans l'espace public. En quoi les langues régionales sont-elles présentes dans l'espace public ? Quels espaces sont concernés et à quelle échelle ? Quelles actions sont entreprises par quels acteurs et comment sont-elles mises en œuvre ?

Dans un troisième temps, il s'agit d'interroger le processus de patrimonialisation des langues. Quelles sont les caractéristiques, les marqueurs et les signes de ce processus ? Comment les informations sont-elles collectées et à quelles fins ? La patrimonialisation permet-elle d'assurer un renouveau ou au contraire, concourt-elle à en faire une relique du passé et à l'immobiliser dans une forme « muséale » ?

Enfin, un dernier point aborde l'évolution de la pratique linguistique. Quelles sont les dynamiques actuelles ? Quels outils permettent de mesurer ou d'identifier les pratiques des langues régionales ? Le fait que plusieurs langues se trouvent en situation frontalière contribue-t-il ou non à renforcer les pratiques ?

L'objectif de ce colloque est de mettre en perspective les observations faites sur le flamand occidental avec d'autres langues régionales dans un cadre (trans)-frontalier à la fois en France et dans un cadre européen.

Comité d'organisation, auquel vous pouvez envoyer vos propositions de communication :

- Nicolas Caput (Textes et Cultures) caput.nicolas@gmail.com
- Jan Goes (Grammatica) : jan.goes@univ-artois.fr
- Bernard Reitel (Textes et Cultures) : bernard.reitel@univ-artois.fr

Date du colloque : 12 et 13 décembre 2024, Arras, Maison de la Recherche

Une approche multi-disciplinaire et interdisciplinaire est préconisée. Les propositions émanant de tous les disciplines des sciences sociales, humaines et linguistiques sont les bienvenues.

Langues du colloque : français et partiellement langue régionale

Une proposition de communication comportera au maximum 3500 caractères et décrira l'objectif de la communication, la méthode et les résultats attendus ainsi que les champs disciplinaires dans lesquels elle s'inscrit. Les textes d'une longueur maximale de 3000 signes, sont attendus pour le **19 Juillet 2024**.

Regional languages at a turning point, between patrimonialisation and renaissance

Artois University

12, 13 December 2024

Call for papers

In 2021, the Molac law of 23 May 2021 in France proposes a new legal framework with the aim of ensuring the teaching of regional languages and encouraging the use of bilingualism in public services. This law on the protection of the heritage of regional languages and their promotion seems to open up a new era for regional languages, which we can briefly define as follows: characterised by a limited spatial extension and minority use within the national framework, regional languages have historical roots and a real territorial presence (Viaut, 2020). The relationship between central government and these languages has long been ambiguous and is part of a long history which, since the end of the Second World War, has been characterised by a gradual acceptance (Martin, 1996). In 1951, the Deixonne law granted recognition to 4 territorially-based languages - Basque, Breton, Catalan and Occitan - but omitted other languages such as Alsatian, Corsican and West Flemish. It wasn't until the Savary circular in 1982 that regional languages and cultures were recognised by the Ministry of Education, and then the Darcos circular in 1995 that bilingual sections were developed. Following the 1982 decentralisation law, the regional and departmental authorities did not hesitate to promote regional languages by supporting the organisation of events, academic research, the publication of works and the creation of public offices. In 1999, the Cerquiglini report, commissioned by the French government to advise it on the European Charter for Regional and Minority Languages, recommended protecting the historical languages spoken on French territory, while highlighting the risk of "granting rights to languages and not to speakers". At the same time, numerous studies have highlighted the fact that, despite measures to promote the learning of regional languages in schools, the number of speakers continues to fall, to the point where it is feared that some of these languages will disappear. At the same time, UNESCO is seeking to make political authorities aware of the reduction in the world's linguistic diversity as a result of the lack of interest in minority languages in national territories.

Our hypothesis is that the Molac law creates the conditions for a cultural turning point in regional areas in France: a process of increasing the visibility of regional languages is underway after several decades of decline and lack of visibility. In France, the law on the delimitation of regions of 16 January 2015 and the NOTRe law of 7 August 2015 reduced the number of regions and extended certain powers. The merged regions are now seeking to make up for their lack of visibility by increasing their support for regional languages. The aim of this colloquium, which is part of the FLOVIRE research programme "West Flemish: towards renewed visibility", funded by the Anamorphose programme as part of the State-Region Planning Contract (CPER), is to examine the existence of a cultural turning point in regional languages in France, the main characteristics of this movement, the players involved, and the resulting forms in terms of both spatial and linguistic visual production. We want to understand the approach taken by public authorities at both regional and local level, but also

and above all the way in which citizens are campaigning to make these languages more legible and more widely used.

Our hypothesis is that several trends are at work and that there is a range of trends from heritage to renewal, and that these trends depend largely on the players involved, the specific history of each regional language and the durability of public policies.

In this context, we would like to explore several avenues. The first question concerns the meaning of a regional language. What is the definition of a regional language and what does it cover? In what way can a language be described as a regional language? Does this expression have any value in the academic world? How are these languages described in other European countries?

Secondly, we need to look at the process of making regional languages visible, particularly in the public arena. How are regional languages present in the public space? Which areas are concerned and on what scale? What actions are taken by which players and how are they implemented?

Thirdly, we look at the process of language heritage. What are the characteristics, markers and signs of this process? How is information collected, and for what purposes? Does this process help to ensure that languages are revived or, on the contrary, does it help to turn them into relics of the past and immobilise them in a 'museum' form?

The final section looks at how language use is evolving. What are the current trends? What tools can be used to measure or identify the use of regional languages? Does the fact that several languages are located on a border contribute to reinforcing practices or not?

The aim of this conference is to put the observations made on West Flemish into perspective with other regional languages in a (trans)-border context, both in France and in Europe.

Organisation (to whom you can send your proposal):

- Nicolas Caput (Textes et Cultures) : caput.nicolas@gmail.com
- Jan Goes (Grammatica) : jan.goes@univ-artois.fr
- Bernard Reitel (Textes et Cultures) : bernard.reitel@univ-artois.fr

Date of the conference: 12 and 13 of December 2024, Artois University, Arras, Maison de la Recherche

A multi-disciplinary and interdisciplinary approach is recommended. Proposals from all disciplines in the social sciences, humanities and linguistics are welcome.

Conference languages: French and some regional languages.

Proposals should be no longer than 3,500 characters and should describe the objective of the paper, the method and the expected results, as well as the disciplinary fields in which it falls. The deadline for submissions is the **19th of July 2024**, with a maximum length of 3,000 characters.